

## **L'enseignement de la peur**

Nicolas CHARLES

**La jeunesse française se caractérise par un manque de confiance et un profond pessimisme sur son avenir. Selon Olivier Galland, ce problème repose en grande partie sur la conception française de la formation des jeunes, dont l'effet le plus clair est de perpétuer les inégalités qu'elle prétend combattre. L'étude ouvre des pistes d'action politique et ébauche un programme de recherche.**

Recensé : Olivier Galland, *Les jeunes Français ont-ils raison d'avoir peur ?*, Paris, Armand Colin, coll. « Éléments de réponse », 160 p., 16,50 €.

L'ouvrage d'Olivier Galland part du constat que « les jeunes ont peur », constat largement appuyé sur une étude sur les jeunes dans le monde de la Fondation pour l'Innovation Politique en 2008. L'auteur retrace ensuite différentes explications de cette « peur », sentiment qui repose en grande partie sur la conception française de la formation des jeunes, qui se prétend égalitaire, mais qui crée en réalité beaucoup plus d'inégalités qu'elle n'en enlève. L'auteur suggère enfin des pistes d'action politique, et trace, en filigrane, un programme de recherche.

### **Les jeunes ont-ils peur ?**

Sur le constat, les données exposées par l'auteur sont troublantes. Premièrement, la jeunesse française se caractérise par un profond pessimisme sur son avenir professionnel et celui de la société en général. C'est ce que montre une étude sur la jeunesse de la Fondation pour l'Innovation Politique en 2008. Parmi les nombreux pays étudiés, seule la jeunesse japonaise semble plus pessimiste que la jeunesse française. Comme dans les autres pays, les individus sont toujours plus pessimistes pour leur société que pour leur propre situation, preuve de la disjonction entre la

perception subjective et la réalité objective de la société, mais prouve aussi qu'il existe une composante sociale dans ce sentiment collectif. Deuxièmement, les jeunes sont très peu confiants envers de nombreuses institutions, le gouvernement, les médias, mais aussi envers « les gens en général ». En outre, les jeunes Français ont un des plus faibles niveaux de sentiment d'appartenance collective à la société. Ils votent moins, ne se sentent pas représentés politiquement. Troisièmement, les troubles de l'adolescence paraissent en augmentation et l'auteur les relie à l'évolution de la qualité de la scolarité, que ce soit à travers la sévérité excessive des enseignants, l'exclusion scolaire, les redoublements multiples et la victimisation des élèves. La démocratisation, amenant des élèves de plus en plus hétérogènes, a en effet fait augmenter les tensions, entre les élèves eux-mêmes, entre les élèves et les enseignants, et plus globalement entre les attentes des jeunes et les exigences de l'école.

À la lecture de cette première partie, on se pose la question de l'utilisation de la « peur » comme synthèse du pessimisme, du manque de confiance et de l'augmentation des troubles de l'adolescence. L'utilisation des mots n'est pas anodine, et ce terme pose question, à l'instar de la discussion récente sur les thèses de *La société de défiance* d'Algan et Cahuc, notamment sur l'utilisation du terme de « défiance »<sup>1</sup>. L'auteur utilise, comme ce dernier ouvrage, les termes de défiance, méfiance et manque de confiance de manière assez indifférenciée. Si le terme de « peur » résulte sûrement d'une nécessité d'accroche éditoriale, la notion classique d'intégration, qui apparaît en effet largement dans l'ouvrage, pourrait rassembler efficacement l'ensemble des problématiques de pessimisme, de manque de confiance et des troubles de l'adolescence. Néanmoins, si le terme de peur est discutable, il n'en reste pas moins que les données exposées sont difficilement contestables tant elles paraissent extrêmes et cohérentes entre elles.

### **Une explication majeure : la crise du modèle méritocratique à la française**

L'auteur balaie d'emblée l'explication qui pourrait paraître la plus intuitive. La malaise des jeunes Français ne s'explique pas véritablement par une situation économique et sociale plus mauvaise qu'ailleurs. En effet, il n'y a pas moins de croissance en France, et pas beaucoup plus de problèmes de chômage. Il passe ensuite en revue trois questionnements à propos de cette peur : la jeunesse est-elle trop faiblement intégrée ? La génération actuelle des jeunes est-elle sacrifiée ? Y a-t-il une crise du modèle méritocratique à la française ?

Premièrement, on assiste à un affaiblissement de l'intégration sociale des jeunes. L'évolution de la culture adolescente pourrait s'interpréter comme une forme de « repli identitaire », la culture

---

<sup>1</sup> Voir la recension sur la *Vie des idées* (<http://www.laviedesidees.fr/Peut-on-se-fier-a-la-societe-de.html>).

de cette classe d'âge prenant une importance grandissante par rapport à la culture scolaire. Cela débouche sur un phénomène d'individualisation des expériences, elle-même source d'individualisme chez les jeunes. Leurs valeurs sont beaucoup plus individualistes que celles de leurs aînés, les deux grandes instances socialisatrices traditionnelles, l'Église et l'École, ne semblant plus assumer efficacement leur fonction intégratrice. L'auteur observe aussi la montée d'une culture politique protestataire, que ce soit par la baisse de la participation politique classique – militer, voter, parler de politique avec ses amis – ou la hausse de la participation contestataire – manifestations, pétitions, grèves –, notamment sur les thématiques de l'accès aux études, de l'insertion sociale et professionnelle, et plus globalement de la reconnaissance des jeunes par la société.

Deuxièmement, les jeunes Français sont mal traités et victimes de discriminations diverses dans la société, non seulement par rapport aux générations précédentes des jeunes, mais aussi par rapport aux adultes. Les jeunes apparaissent ainsi souvent comme discriminés économiquement, désocialisés culturellement et sous-représentés politiquement. L'auteur observe que l'insertion des jeunes est la variable principale de la flexibilité du monde du travail. Mais les jeunes Français ont aussi une vision très négative de la possibilité d'une mobilité sociale, et ont de nombreuses difficultés à accéder à une indépendance totale. Ils souffrent aussi d'une crise de la transmission familiale, et d'une sous-représentation politique.

Enfin, l'auteur explique que la jeunesse révèle la crise, institutionnelle et culturelle, du modèle français de formation. D'abord, le système éducatif français ne fonctionne plus efficacement, au sens où il élimine les élèves les plus faibles, au lieu de les aider à progresser, et qu'il a une performance médiocre. De plus, le système français vit dans une fiction égalitaire, c'est-à-dire que la norme principale qu'est l'uniformité de traitement produit le résultat paradoxal de renforcer les inégalités au lieu de les réduire. L'auteur dénonce aussi de nombreux problèmes dans le système d'orientation et propose une explication intéressante à la volonté d'égalité des jeunes quand il s'agit du système éducatif et de l'insertion professionnelle : les jeunes « affichent une préférence pour la stabilité des avantages relatifs. Tant que les politiques ne parviennent pas à les convaincre que des réformes peuvent être collectivement bénéfiques et que toutes les catégories y ont intérêt, ils préfèrent le *statu quo*, même médiocre, au changement. » (p. 121)

Si ces trois explications sont mises en avant, c'est bien la crise du modèle méritocratique qui est primordiale dans l'analyse. Pour l'auteur, l'essentiel se trouve dans la conception que nous avons de la formation des jeunes, car elle forme un ensemble de mécanismes sociaux, profondément ancrés dans la société française, sa culture et ses institutions, et qui jouent au détriment de la

jeunesse. Si les deux premières explications avancées – la faible intégration des jeunes et la dimension intergénérationnelle de leurs difficultés – ne sont pas mineures, elles sont davantage des conséquences de cette crise du modèle méritocratique que des causes premières.

### **Des pistes d'action politique**

Cela se retrouve d'ailleurs dans les pistes d'action politique proposées qui concernent davantage le modèle éducatif que les conditions socio-économiques des jeunes. Dans ce domaine, l'auteur propose tout de même de nombreuses idées pertinentes fondées sur plusieurs objectifs généraux : mieux partager les risques de cette transition qu'est la jeunesse, limiter la précarité économique des jeunes, et renouveler leurs formes de représentation et de participation dans la société.

Mais, au vu des conclusions précédentes, on attendait surtout les propositions de l'auteur sur le modèle éducatif : il suggère de repenser le rôle de l'école, de refonder les politiques d'orientation et de rendre l'Université plus professionnelle. Le rôle de l'école doit être repensé afin de réduire les taux d'échec et de traiter les élèves de manière différenciée. L'orientation doit être tournée vers les plus faibles et doit renoncer à la primauté du psychologique. L'Université doit être plus professionnalisante et plus professionnelle en tant qu'institution : plus professionnalisante pour les étudiants, notamment dans les sciences humaines et sociales ; plus professionnelle car elle doit apprendre à mieux informer les étudiants sur le niveau scolaire requis pour réussir les formations proposées, mais aussi sur les débouchés réels à la sortie.

Ces propositions sont pertinentes, mais seulement dans une certaine mesure. En effet, elles touchent, contrairement à ce qu'on attendait, plutôt le système éducatif, c'est-à-dire le fonctionnement de l'école, que le modèle éducatif, à savoir la représentation et la philosophie du système. En clair, les propositions sont internes plutôt qu'externes à l'école. Plus précisément, la lecture des propositions donne l'impression que celles-ci ont pour objectif de modifier le rôle de l'école, alors que toute l'analyse de l'ouvrage semblait tendre vers la modification, non pas du rôle de l'école, mais de la perception de son rôle par la société. Avant d'arriver aux propositions, l'auteur avait précisément cerné les idéaux créateurs d'inéquité du modèle éducatif français : « fétichisation du diplôme », élitisme républicain laissant les plus faibles de côté, égalité de façade, résignation des jeunes au *statu quo*, etc. Or, en poussant le système éducatif à changer vers cette vision inadéquate de l'école, on rapproche à court terme le système éducatif des idéaux que nous avons en termes de modèle éducatif – ce qui est facteur de paix sociale –, mais on rend à long terme le système encore plus inéquitable – puisqu'on accentue les travers des idéaux scolaires auparavant dénoncés.

Exemple de cette contradiction, l'auteur propose qu'on réduise au maximum les taux d'échec, notamment dans le supérieur (alors que 80% des étudiants obtiennent un diplôme, soit bien plus que la moyenne des pays de l'OCDE : 70%<sup>2</sup>), alors même que cela favoriserait la fétichisation du diplôme, idéal dénoncé auparavant parce que créateur d'inéquité. Plutôt que de donner un diplôme à tous, ne faudrait-il pas plutôt changer la perception de la société sur les non diplômés ? Peut-être que si l'école est inéquitable, ce n'est pas qu'elle n'en fait pas assez, mais c'est parce qu'on en attend trop : qu'elle donne un diplôme à tout le monde, qu'elle donne une profession à tous, qu'elle fixe l'orientation de tous les élèves. La question serait alors : comment faire pour que la société change son regard sur l'école ?

### **Un programme de recherche en filigrane**

Comme dans de nombreux domaines, une comparaison internationale plus qualitative serait la bienvenue pour poursuivre les analyses de cet ouvrage. Si la Fondation pour l'Innovation Politique a commencé à contextualiser ses statistiques avec des éclairages nationaux, l'enquête statistique nous laisse encore beaucoup de questions, notamment sur la causalité réelle entre la crise du modèle méritocratique et les sentiments collectifs négatifs des jeunes Français :

- Dans quelle mesure les idéaux scolaires – fétichisation du diplôme, élitisme républicain laissant les plus faibles de côté, égalité de façade – sont-ils facteurs d'inéquité et particuliers à la France ?

- Quelles sont les conséquences de ces idéaux scolaires sur la société, en termes d'individualisme et de cohésion sociale, et sur les parcours des jeunes, notamment en termes de choix d'étude et de profession ?

L'ouvrage d'Olivier Galland propose ainsi des explications vraisemblables car cohérentes dans le système français. Mais ces explications restent malgré tout à valider par des analyses qualitatives et comparatives complémentaires, prenant en compte à la fois les systèmes sociaux nationaux dans lesquels les jeunes sont pris, mais aussi leur expérience subjective dans ces systèmes.

En fin de compte, l'intérêt essentiel de l'ouvrage réside dans l'explication de cette peur des jeunes par la crise du modèle éducatif français. Si les idéaux de ce modèle – fétichisation du diplôme, élitisme républicain laissant les plus faibles de côté, égalité de façade – avaient déjà été en partie explicités, jamais ils n'avaient été aussi clairement reliés à l'inéquité du système éducatif,

---

<sup>2</sup> OCDE, 2007, Regards sur l'éducation, OCDE, Paris, p. 77.

essentiellement parce que cela est contre-intuitif, mais aussi tabou. L'ouvrage ouvre ainsi le débat de l'équité du modèle éducatif français, débat dans lequel les sociologues pourraient s'engager encore davantage.

### **Aller plus loin**

- Stellingher A., Wintrebert R., 2008, *Les jeunesses face à leur avenir. Une enquête internationale*, Fondation pour l'innovation politique.

[www.fondapol.org/fileadmin/uploads/pdf/documents/Etude\\_Les\\_Jeunesses\\_face\\_a\\_leur\\_avenir.pdf](http://www.fondapol.org/fileadmin/uploads/pdf/documents/Etude_Les_Jeunesses_face_a_leur_avenir.pdf)

Publié dans [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr), le 17 août 2009

© [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr)